



SNPL France ALPA : la politique actuelle tue le transport aérien français

Dans un communiqué rendu public le 2 septembre, **le syndicat des pilotes de ligne** dénonce avec des mots très durs « **l'inconséquence de la politique** » du transport aérien qui est menée par l'actuel gouvernement français, affirmant même qu'elle est « **la méthode infaillible** » pour tuer le transport aérien » français.

« **Taxe Chirac, taxe carbone, taxe CDG-Express** : on ne compte plus les augmentations de prélèvements que le transport aérien va subir. Alors même que la situation économique de nombre de ses acteurs est catastrophique et que des milliers d'emploi sont menacés. On voudrait **tuer le transport aérien français** qu'on ne s'y prendrait pas autrement », s'insurge le SNPL France ALPA.

Le syndicat demande au gouvernement qu'il prenne enfin pleine mesure de la situation et agisse pour sortir l'ensemble du secteur de l'ornière. Et de rappeler qu'un rapport commandité par le Premier ministre, intitulé « **les compagnies aériennes européennes sont-elles mortelles ?** », recommandait en juillet de prendre des mesures pour éviter, par l'alourdissement de charges nationales, ou intra-européennes, les distorsions de concurrence entre des transporteurs mondialisés. Son encre à peine sèche, le gouvernement annonce l'augmentation de plus de 12% de la taxe dite « Chirac » sur les billets d'avion, annonce la création d'une taxe pour financer la liaison CDG Express, et laisse entrevoir un nouveau prélèvement au travers de la taxe carbone...

Parallèlement, nombre de compagnies aériennes françaises multiplient les plans de sauvegarde de l'emploi, contractent les effectifs et délocalisent. **Les défis posés par la concurrence** de nouveaux acteurs du secteur, compagnies du Golfe ou low cost, peuvent être relevés, mais encore faut-il que **les règles du jeu soient communes, justes et respectées**, estime le SNPL France ALPA.

Que fait l'Etat, à part annoncer de nouvelles taxes, face aux compagnies qui rackettent les collectivités locales, aux compagnies qui pratiquent le chantage à l'achat d'Airbus, aux compagnies qui ne respectent pas le droit communautaire ? se demande le syndicat.

Le SNPL France ALPA, au même titre que l'ensemble des représentants des salariés du secteur, ne peut se satisfaire des effets d'annonces jamais suivis de mesures concrètes de ces derniers mois. Il est plus que temps d'accorder la volonté aux actes. Des dizaines de milliers d'emploi en dépendent, conclut le syndicat.